

Peut-être la section outaouaise de l'Institut canadien des affaires internationales jouit-elle d'un avantage indu sur celles des autres villes du Canada. Située dans la capitale du pays, votre section est naturellement plus proche des centres de décision en ce qui a trait aux affaires étrangères; vous avez accès à l'expertise considérable du Ministère des Affaires extérieures, et des autres organismes fédéraux participant à la gestion des relations internationales du Canada; vous pouvez mettre à contribution les nombreux diplomates et représentants de l'étranger qui sont accrédités à Ottawa ou qui y viennent en visite officielle; et vous pouvez vous attendre à ce que le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures accepte toujours avec plaisir des invitations comme celle qui m'amène ici ce soir.

Mais il doit y avoir des bornes à la partialité. Il apparaît au Maritimois que je suis que même si Ottawa mérite beaucoup du gouvernement fédéral, celui-ci a l'obligation de répartir équitablement les richesses à travers le pays. Mes collègues du Québec, pour une raison ou l'autre, sont toujours d'accord lorsque je m'exprime ainsi; et mes amis des provinces de l'Ouest -- car, croyez-le ou non, nous libéraux avons encore bien des amis dans les Prairies -- ont du mal à surmonter leur incrédulité lorsque j'ajoute que cette doctrine s'applique également à leur région! C'est pourtant à Winnipeg, peu après ma mutation aux Affaires extérieures et devant une autre section de l'ICAI, que j'ai prononcé mon premier discours important sur la politique étrangère, lequel portait sur le thème capital des relations canado-américaines. En mars dernier, c'était devant un institut étroitement associé au votre, le Centre des relations internationales du Québec, que j'ai eu l'occasion de prendre la parole dans la vieille capitale. A vrai dire, aussi longtemps que je détiendrai ce portefeuille, je compte maintenir des relations très étroites avec l'ICAI.